

Rencontre avec Jean-François Ruel, gérant du fonds "Tundra Capital Gold Fund"

"L'or est le seul véritable choix d'investissement"**Pourriez-vous vous présenter?**

Nous sommes un Fonds d'investissement spécialisé (F.I.S.) de droit luxembourgeois ayant comme objectif de participer à la croissance de la montée du prix de l'or en investissant dans les titres aurifères canadiens (donc un fonds libellé en \$CAD).

À qui s'adresse le fonds?

Aux investisseurs qualifiés, individuels et institutionnels.

Quelles sont les principales raisons pour investir dans le fonds or Tundra?

La montée du prix de l'or ; l'évaluation actuelle des titres aurifères canadiens suggère un potentiel de plus-value formidable ; une équipe de gestion expérimentée.

On constate un peu partout une véritable ruée vers l'or depuis le début de la crise. Qu'en est-il réellement?

La montée du prix de l'or est en fait un réveille suite à une détérioration du \$US. De plus, la forte croissance de la masse monétaire suggère un retour vers l'inflation d'ici les 24 prochains mois. Dans ce contexte, l'or est le seul VÉRITABLE choix d'investissement.

L'or est-elle la grande gagnante de cette crise?

OUI. Il faut noter que le prix de l'or est à la hausse depuis 2001 (9ans) et non seulement depuis le début de la crise. Si on compare l'or au Dow Jones industriel, les titres ont perdus 80% de leurs valeurs face au métal jaune depuis 1999!

Quel regard portez-vous sur l'évolution du marché de l'or?

Avec la Chine comme support d'achat massif, les baisses techniques de l'or devraient être perçus comme opportunité d'achat et non comme signal de vente.

Pourquoi faut-il aujourd'hui investir dans l'or et les titres aurifères?

Parce que c'est le seul moyen de se prémunir contre l'effondrement des monnaies fiduciaires. Noter que l'or est la seule véritable devise et que contrairement aux devises fiduciaires, l'or ne peut de multiplier ni s'endetter.

Que représentent réellement les titres aurifères sur la valeur boursière mondiale?

C'est un très petit marché: \$300B US, ce qui égale la capitalisation de Microsoft...

Comment choisir entre or métal ou titres?

Les titres offrent un meilleur potentiel de rendement

étant donné l'effet de levier de l'augmentation du prix de l'or sur les bénéfices des sociétés aurifères.

A votre avis jusqu'où peut évoluer le prix de l'or?

Difficile à prévoir. Cependant, l'or se transige à une moyenne de 15 fois par rapport au pétrole depuis plusieurs années. Si on pense que le pétrole retourne à \$100/baril, alors le prix de l'or devrait être de \$1500/once.

Comment savoir quel est le bon moment pour acheter ou revendre l'or?

Sur une base saisonnière, le meilleur moment est le 4^{ème} trimestre de l'année et le pire étant l'été.

Au-delà de l'or, quels sont les autres métaux précieux dont l'envolée est symptomatique?

L'argent, qualifié de l'or des pauvres devrait aussi faire partie d'un portefeuille équilibré. D'ailleurs, le ratio or/silver favorise ce dernier en potentiel d'appréciation.

Quel est votre sentiment sur l'évolution des autres métaux de base?

C'est la demande détermine la valeur de ces métaux. Tout dépendra de la croissance de la Chine et de l'Inde.

Quel va être, selon vous, l'effet réel de la crise sur la valeur de l'or à plus long terme?

Immense car la conclusion à la crise actuelle

est la réalisation que les monnaies fiduciaires ne fonctionnent plus. La dégradation du pouvoir d'achat des consommateurs ramènera les investisseurs vers le métal jaune.

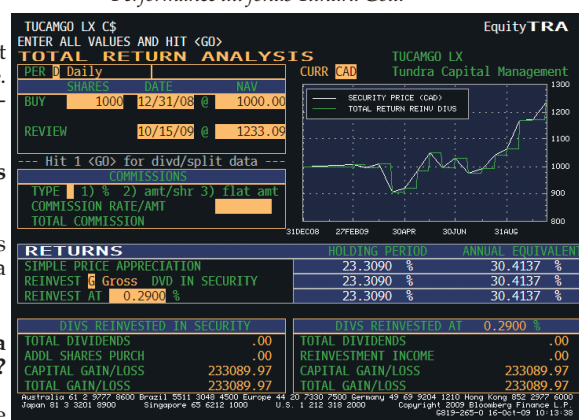
Quels sont vos principaux objectifs pour 2010?

D'amener notre fonds à un niveau important: \$100M Cad d'ici la fin 2010.

Etes-vous confiant pour les années qui viennent?

Si on parle du marché de l'or, la réponse est OUI. En ce qui a trait à l'économie mondiale, c'est moins certain: tout dépendra de la décision des banques centrales concernant leurs politiques monétaires.

Performance du fonds Tundra Gold



Prévisions d'automne pour 2009-2011 de la Commission

L'économie européenne est sur la voie d'une relance graduelle

Selon les prévisions d'automne de la Commission publiées le 3 novembre, l'économie européenne sortira de la récession au deuxième semestre de cette année, même si pour l'ensemble de l'année 2009 le PIB devrait reculer de quelque 4%. Une relance progressive semble s'amorcer, et le PIB devrait progresser de 3/4% en 2010 et d'environ 1^{1/2}% en 2011 selon les prévisions.

Le redémarrage de l'activité fait suite à l'amélioration de la conjoncture internationale et des conditions financières ainsi qu'aux mesures significatives mises en place dans le cadre de la politique monétaire et budgétaire. Par la suite, un certain nombre de facteurs pourraient freiner la demande privée et donc limiter la vigueur de la relance. La situation restera difficile sur le marché de l'emploi avec un taux de chômage qui devrait atteindre 10^{1/4}% dans l'UE. Le déficit public devrait lui aussi se creuser, pour atteindre 7^{1/2}% du PIB en 2010 avant de retomber légèrement en 2011 lorsque l'économie se redressera et que les mesures temporaires seront progressivement abandonnées. "L'économie de l'UE sort de la récession. Ceci est du, en grande

partie, aux mesures ambitieuses déployées par les gouvernements, les banques centrales et l'UE, qui ont non seulement permis d'éviter l'effondrement du système mais qui ont également favorisé la relance. Toutefois, des défis majeurs doivent être relevés. Pour assurer une relance soutenue et durable, il est essentiel que nous mettions en œuvre toutes les mesures annoncées et que nous terminions d'assainir le secteur bancaire. Par ailleurs, nous devons commencer à travailler davantage à moyen terme, et déterminer de quelle manière nous pouvons le mieux corriger les effets néfastes de la crise sur les marchés de l'emploi, les finances publiques et la croissance potentielle", a déclaré Joaquín Almunia, le commissaire responsable des affaires économiques et monétaires.

Après avoir traversé la récession la plus profonde, la plus longue et la plus étendue de son histoire, l'économie de l'UE est aujourd'hui arrivée à un tournant. La situation économique et les conditions financières se sont nettement améliorées ces derniers mois, principalement grâce aux actions sans précédent menées dans le cadre de la politique budgétaire et monétaire. Aujourd'hui, plusieurs indicateurs financiers sont revenus à leur niveau d'avant la crise, et la confiance remonte. Les perspectives se sont également améliorées pour la croissance et les échanges au niveau mondial, en particulier dans les économies des pays émergents. Dans ce contexte, et comp-

te tenu de l'ajustement favorable des stocks, la croissance du PIB de l'UE et de la zone euro devrait redevenir positive durant le deuxième semestre de cette année.

Perspective d'une relance progressive

L'amélioration des perspectives à court terme dans l'UE et ailleurs est en partie le résultat de facteurs temporaires. Comme l'impact de ces facteurs s'estompera en 2010, l'activité mondiale devrait connaître une phase difficile. La croissance des exportations de l'UE ne devrait donc s'améliorer que progressivement au cours de la période de prévision. La demande intérieure est également confrontée à un certain nombre de contraintes. Compte tenu d'une faible utilisation des capacités, de la faiblesse relative de l'évolution prévue de la demande, d'une progression limitée de la rentabilité et d'une croissance encore modérée du crédit, l'investissement ne devrait pas redémarrer avant 2011. Bien que la consommation privée ait été un facteur de stabilité durant la récession, les dépenses futures des ménages seront sans doute freinées par la nécessité d'assainir leurs budgets et par les perspectives peu rassurantes du marché de l'emploi. Les retombées attendues de la crise financière sur la production potentielle devraient elles aussi freiner la relance. Par conséquent, après une première phase de rebond, la croissance du PIB dans l'UE et dans la zone euro devrait fléchir quelque peu avant de regagner du ter-

rain durant le deuxième semestre de 2010 et par la suite, selon les prévisions.

Le marché de l'emploi et les finances publiques sont sous pression

Si le marché de l'emploi de l'UE a résisté mieux que prévu à la récession (principalement grâce à des mesures politiques de court terme, aux réformes passées et à la rétention de main d'œuvre dans certains États membres), on prévoit une augmentation des pertes d'emploi durant les prochains trimestres. Une contraction de l'emploi d'environ 2^{1/4}% est prévue pour cette année, et une nouvelle diminution d'environ 1^{1/4}% en 2010. On peut prévoir une stabilisation progressive de l'emploi vers la fin de 2010 et au cours de l'année 2011 lorsque la relance sera confirmée. Les finances publiques ont été durement touchées. Le déficit public devrait tripler cette année dans l'UE (pour atteindre près de 7% du PIB, contre 2^{1/4}% en 2008) et progresser encore en 2010 pour s'établir à quelque 7^{1/2}%. Le déficit devrait se contracter légèrement pour repasser sous le seuil de 7% du PIB en 2011, lorsque l'activité se redressera et que les mesures temporaires seront abandonnées. Toutefois, le taux d'endettement devrait continuer de croître.

L'inflation reste modérée

L'inflation de l'UE et de la zone euro devrait enregistrer un léger rebond par

rapport à son niveau actuel très faible, mais rester limitée durant la période de prévision. En moyenne, l'inflation basée sur l'IPCH devrait dépasser légèrement 1% en 2010 et s'établir à environ 1^{1/2}% en 2011 dans les deux zones. La progression des prix des produits de base devrait exercer des pressions à la hausse sur l'inflation, mais la morosité et la faible croissance des salaires devraient les freiner.

L'incertitude demeure élevée

L'économie de l'UE sort de la récession, mais les perspectives demeurent très incertaines, et il subsiste des risques non négligeables mais qui dans l'ensemble, se neutralisent mutuellement. La relance pourrait surprendre par sa vigueur si les mesures politiques sont plus efficaces que prévu pour assainir le secteur financier et relancer la confiance, ou si la demande mondiale augmente plus que prévu.

En revanche, l'incidence des faiblesses du marché de l'emploi et des contraintes à l'investissement pourrait être plus importante que prévu. De plus, si le secteur bancaire n'est pas totalement assaini, il ne sera peut-être pas en mesure d'apporter un soutien suffisant à la relance. Les risques pesant sur l'inflation semblent eux aussi se neutraliser mutuellement.

Source: Commission européenne



FIDUCENTER
ASSET MANAGEMENT

www.asset-management.lu | www.fiducenter.lu